

L'éolien crée peut-être 15 000 emplois par an mais il en tue davantage

La dernière campagne présidentielle a montré que la communication primait sur tous les autres domaines du rationnel.

Les financiers qui contrôlent l'éolien l'ont aussi remarqué. C'est pourquoi leurs efforts ont récemment redoublé alors que les échéances se précisent sur leur avenir hypothétique et la bulle éolienne.

En termes d'emplois créés, les chiffres énoncés ont fluctué d'intox en projection. On se souvient même d'un 100 000 emplois énoncé devant une ministre sans que personne ne relève le lapsus.

Dans les dernières années, c'est le chiffre de 10 000 emplois qui était couramment prononcé. Ce chiffre provenait d'une enquête financée par le syndicat éolien auprès de ses propres membres, basée sur des chiffres déclaratifs. Avec une telle méthode, chaque fois qu'on achète du pain chez un boulanger, on crée trois emplois. Les doubles comptes avec d'autres activités sont fréquents. On peut être dubitatif sur les bureaux d'études, les entreprises de génie civil, les électriciens, qui ne travaillent en fait que quelques semaines sur un chantier éolien. Pour être certain de ne voir personne, il suffit de se rendre sur un site éolien, où vous serez assuré de ne voir aucun emploi, car en plus ils sont souvent télé-surveillés de l'étranger ou par des robots. Les établissements économiques créés pour ces installations ne déclarent d'ailleurs aucun emploi rattaché dans leur immatriculation. Les seuls emplois pérennes sont ceux de quelques traders, promoteurs, et avocats préoccupés de spéculer sur ce domaine, et bien loin de l'énergie éolienne. Un groupe d'économistes ayant analysé cette étude a eu bien de mal à convertir ces 10 000 emplois annoncés en 650 équivalents temps plein CDI en rythme annuel à moyen terme.

Baisse drastique de 13 % de l'éolien au seul premier semestre 2017

Et voici qu'à présent une nouvelle méthode Coué prétendrait accéder à 15 000 emplois dans l'éolien. La moindre précaution serait d'annoncer un tel chiffre conjointement avec l'Insee, Pôle emploi, et de profiter ainsi d'une certification incontestable. Pour la première fois, le groupement des opérateurs éoliens FEE reconnaît cette année une baisse sensible de ses activités de 13 % en seulement 6 mois en 2017. Il est curieux de passer de 10 000 à 15 000 emplois précisément l'année où la plus forte baisse historique d'activités se produit. On se demande comment la croissance de l'emploi est assurée avec une telle tendance aussi radicalement baissière malgré des aides financières et politiques inouïes, parfois mystérieuses. La fortune de l'équipe fondatrice d'EDF énergies nouvelles est partie se délocaliser au Luxembourg, alimentée par une taxe publique française, et ne semble pas revenir en France depuis 6 ans, alors qu'elle représente plus d'un milliard €, malgré la participation de l'Etat à 70%. Les ménages modestes qui font face à 30% d'augmentation de leur facture d'électricité apprécieront. L'un des prétendus leaders français, EDPR, a son site internet à l'abandon depuis fin 2016, mentionnant toujours le nom de son ancien directeur général parti en catimini depuis 9 mois, et semblant non remplacé à la suite de son rachat par une banque égyptienne peu connue en Europe autrement que par ses affaires de corruption citées par le Financial Times.

Chaque éolienne détruit 4,7 emplois de l'économie locale

Les études engagées sur le terrain et portant sur l'impact local des éoliennes ont abouti au constat d'un solde net de destruction d'emplois locaux. Ségolène Royal a reconnu que le périmètre réel d'une éolienne n'est pas de 500m mais au moins de 1000m. Chaque éolienne commence par stériliser environ 350 hectares en milieu naturel. Il suffit de constater l'érosion des sols pour les installations implantées en plein champ le long des autoroutes.

20% du territoire agricole français pour 4 % d'énergie électrique seulement 1 jour sur 5

L'implantation actuelle d'éoliennes impacte 10% du territoire français, 20% de son espace rural, pour fournir 4% de son électricité assurée seulement 1 jour sur cinq. Est-ce raisonnable en termes de développement durable et notamment d'impact sur l'agriculture ? Le cinquième de l'espace agricole français est désormais lourdement concerné par le phénomène éolien pour un résultat industriel dérisoire et une spéculation financière effrénée.

De nombreuses exploitations sont touchées. Un groupe d'études national d'agriculteurs constate que la production laitière baisse jusqu'à 30% les jours où les éoliennes fonctionnent, par perturbation phonique et certaines fréquences. Plusieurs jugements confirment chaque année l'énorme impact négatif des éoliennes sur le parc immobilier. Chaque implantation éolienne déprécie des dizaines de maisons entre 30 et 50% de leur valeur, et provoque des drames chez les ménages qui doivent déménager, avec des maisons invendables pour se reloger ailleurs. Ce sont autant d'activités supprimées pour les artisans locaux, les fournisseurs d'équipement et le commerce de proximité. Les pertes de recettes économiques et fiscales sont considérables pour les communes qui ne le constatent que plus tard, en regard des miettes des quelques milliers €, de redevances locales versées par l'éolien qui ne représentent même pas les dégradations des routes de leurs transports exceptionnels sur 15 ans et plus. Les propriétaires des terrains sont assis sur les bombes à retardement des fondations en béton de plusieurs milliers de tonnes dont ils resteront responsables à vie.

Le surcoût tarifaire de l'éolien, à trois fois le tarif producteur, prélève autant de pouvoir d'achat chez les ménages. Chaque nouvelle opération éolienne prélève un million d'euros par an supplémentaire sur le budget énergie des ménages. Comment s'étonner que désormais 10 millions de Français soient frappés par la précarité énergétique l'hiver, selon les chiffres officiels confirmés par l'Insee et l'Observatoire de la précarité, avec toutes les conséquences en termes de santé et de mobilité à l'emploi.

Faut il encore énumérer de nombreux impacts similaires pour confirmer la destruction de 4.7 emplois par éolienne au lieu des mirages évoqués ? ceux qui savent doivent désormais prendre leurs responsabilités.